

TREATY SERIES. No. 14.

1897.

ADDITIONAL ACT

MODIFYING THE INTERNATIONAL
COPYRIGHT CONVENTION OF
SEPTEMBER 9, 1886.

Signed at Paris, May 4, 1896.

Ratifications deposited at Paris, September 9, 1897.

*Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty.
November 1897.*

LONDON:

PRINTED FOR HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE,
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HER MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from
EYRE and SCOTTISWOODE, East Harding Street, Fleet Street, E.C.; and
32, Abingdon Street, Westminster, S.W.; or
JOHN MENZIES and Co., 12, Manover Street, Edinburgh, and
90, West Nile Street, Glasgow; or
HORGES, FIGGIS, and Co., Limited, 104, Grafton Street, Dublin.

[C.—8681.] Price 1d.

ADDITIONAL ACT MODIFYING THE INTERNATIONAL COPYRIGHT CONVENTION OF SEPTEMBER 9, 1886.

Signed at Paris, May 4, 1896.

[*Ratifications deposited at Paris, September 9, 1897.*]

SA MAJESTÉ LA REINE DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE, IMPÉRATRICE DES INDES; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND; SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, EN SON NOM, SA MAJESTÉ LA REINE-RÉGENTE DU ROYAUME; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE; SON ALTESSE ROYALE LE GRAND-DUC DE LUXEMBOURG; SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE MONACO; SON ALTESSE LE PRINCE DE MONTÉNÉGRÓ; LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE; SON ALTESSE LE BEY DE TUNIS, ÉGALEMENT ANIMÉS DU DÉSIR DE PROTÉGER D'UNE MANIÈRE TOUJOURS PLUS EFFICACE ET PLUS UNIFORME LES DROITS DES AUTEURS SUR LEURS ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, ONT RÉSOLU DE CONCLURE UN ACTE ADDITIONNEL À LA CONVENTION SIGNÉE À BERNE LE 9 SEPTEMBRE, 1886, CONCERNANT LA CRÉATION D'UNE UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES DITES ŒUVRES, ET ONT NOMMÉ POUR LEURS PLÉNIPOTENTIAIRES, SAVOIR:

SA MAJESTÉ LA REINE DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE, IMPÉRATRICE DES INDES, M. HENRY HOWARD, MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE À L'AMBASSADE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE À PARIS; SIR HENRY G. BERGNE, CHEF DU DÉPARTEMENT COMMERCIAL ET SANITAIRE AU FOREIGN OFFICE;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, SON EXCELLENCE M. PAUL REICHARDT, CONSEILLER INTIME ACTUEL, DIRECTEUR AU DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES; SON EXCELLENCE M. LE PROFESSEUR DR. OTTO DAMBACH, CONSEILLER INTIME ACTUEL; M. LE DR. FRANZ HERMANN DUNGS, CONSEILLER INTIME, CONSEILLER RAPporteur AU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE; M. FÉLIX VON MÜLLER, CONSEILLER DE L'AMBASSADE D'ALLEMAGNE À PARIS;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, M. LE BARON AUGUSTE D'ANETHAN, ENVOYÉ EXTRAORDINAIRE ET MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES PRÈS LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE; M. JULES DE BORCHGRAVE, SECRÉTAIRE DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS; M. LE CHEVALIER ÉDOUARD DESCAMPS, MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE, SÉNATEUR;

SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE, EN SON NOM SA MAJESTÉ

la Reine-Régente du Royaume, M. le Marquis de Novallas, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Espagne à Paris ;

Le Président de la République Française, M. Charles de Saulce de Freycinet, Membre de l'Académie Française, Sénateur ; M. Henri Marcel, Ministre Plénipotentiaire, Sous-Directeur des Affaires Commerciales au Ministère des Affaires Étrangères ; M. Charles Lyon-Caen, Membre de l'Institut, Professeur à la Faculté de Droit de Paris ; M. Eugène Pouillet, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ; M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Commandeur Luigi Roux, Docteur en Droit, ancien Député ; M. le Chevalier Georges Polacco, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, M. Henri Vannerus, Chargé d'Affaires du Luxembourg à Paris ;

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, M. Hector de Rolland, Conseiller d'État, Avocat - Général près le Tribunal Supérieur de Monaco ; M. Louis Mayer, Chef du Cabinet de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco ;

Son Altesse le Prince de Monténégro, M. Henri Marcel, Ministre Plénipotentiaire, Sous-Directeur des Affaires Commerciales au Ministère des Affaires Étrangères de France ;

Le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, M. Charles-Édouard Lardy, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération Suisse près le Gouvernement de la République Française ;

Son Altesse le Bey de Tunis, M. Louis Renault, Professeur à la Faculté de Droit de Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :—

ARTICLE I.

La Convention Internationale du 9 Septembre, 1886, est modifiée ainsi qu'il suit :—

1. Article II.—Le premier alinéa de l'Article II aura la teneur suivante :—

“ Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, pour leurs œuvres, soit non publiées, soit publiées pour la première fois dans un de ces pays, des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.”

Il est, en outre, ajouté un cinquième alinéa ainsi conçu :—

“ Les œuvres posthumes sont comprises parmi les œuvres protégées.”

2. Article III.—L'Article III aura la teneur suivante :—

“ Les auteurs ne ressortissant pas à l'un des pays de l'Union, mais qui auront publié ou fait publier, pour la

première fois, leurs œuvres littéraires ou artistiques dans l'un de ces pays, jouiront, pour ces œuvres, de la protection accordée par la Convention de Berne et par le présent Acte Additionnel."

3. Article V.—Le premier alinéa de l'Article V aura la teneur suivante :—

"Les auteurs ressortissant à l'un des pays de l'Union, ou leurs ayants cause, jouissent, dans les autres pays, du droit exclusif de faire ou d'autoriser la traduction de leurs œuvres pendant toute la durée du droit sur l'œuvre originale. Toutefois, le droit exclusif de traduction cessera d'exister lorsque l'auteur n'en aura pas fait usage dans un délai de dix ans à partir de la première publication de l'œuvre originale, en publiant ou en faisant publier, dans un des pays de l'Union, une traduction dans la langue pour laquelle la protection sera réclamée."

4. Article VII.—L'Article VII aura la teneur suivante :—

"Les romans-feuilletons, y compris les nouvelles, publiés dans les journaux ou recueils périodiques d'un des pays de l'Union, ne pourront être reproduits, en original ou en traduction, dans les autres pays, sans l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants cause.

"Il en sera de même pour les autres articles de journaux ou de recueils périodiques, lorsque les auteurs ou éditeurs auront expressément déclaré, dans le journal ou le recueil même où ils les auront fait paraître, qu'ils en interdisent la reproduction. Pour les recueils, il suffit que l'interdiction soit faite d'une manière générale en tête de chaque numéro.

"A défaut d'interdiction, la reproduction sera permise à la condition d'indiquer la source.

"En aucun cas, l'interdiction ne pourra s'appliquer aux articles de discussion politique, aux nouvelles du jour, et aux faits divers."

5. Article XII.—L'Article XII aura la teneur suivante :—

"Toute œuvre contrefaite peut être saisie par les autorités compétentes des pays de l'Union où l'œuvre originale a droit à la protection légale.

"La saisie a lieu conformément à la législation intérieure de chaque pays."

6. Article XX.—Le deuxième alinéa de l'Article XX aura la teneur suivante :—

"Cette dénonciation sera adressée au Gouvernement de la Confédération Suisse. Elle ne produira son effet qu'à l'égard du pays qui l'aura faite, la Convention restant exécutoire pour les autres pays de l'Union."

ARTICLE II.

Le Protocole de Clôture annexé à la Convention du 9 Septembre, 1886, est modifié ainsi qu'il suit :—

1. No. 1.—Ce numéro aura la teneur suivante :—

“1. Au sujet de l'Article IV il est convenu ce qui suit :

“(A.) Dans les pays de l'Union où la protection est accordée non seulement aux plans d'architecture, mais encore aux œuvres d'architecture elles-mêmes, ces œuvres sont admises au bénéfice des dispositions de la Convention de Berne et du présent Acte Additionnel.

“(B.) Les œuvres photographiques et les œuvres obtenues par un procédé analogue sont admises au bénéfice des dispositions de ces Actes, en tant que la législation intérieure permet de le faire, et dans la mesure de la protection qu'elle accorde aux œuvres nationales similaires.

“Il est entendu que la photographie autorisée d'une œuvre d'art protégée jouit, dans tous les pays de l'Union, de la protection légale, au sens de la Convention de Berne et du présent Acte Additionnel, aussi longtemps que dure le droit principal de reproduction de cette œuvre même, et dans les limites des Conventions privées entre les ayants droit.”

2. No. 4.—Ce numéro aura la teneur suivante :—

“4. L'accord commun prévu à l'Article XIV de la Convention est déterminé ainsi qu'il suit :—

“L'application de la Convention de Berne et du présent Acte Additionnel aux œuvres non tombées dans le domaine public dans leur pays d'origine au moment de la mise en vigueur de ces Actes aura lieu suivant les stipulations y relatives contenues dans les Conventions spéciales existantes ou à conclure à cet effet.

“A défaut de semblables stipulations entre pays de l'Union, les pays respectifs régleront, chacun pour ce qui le concerne, par la législation intérieure, les modalités relatives à l'application du principe contenu dans l'Article XIV.

“Les stipulations de l'Article XIV de la Convention de Berne et du présent numéro du Protocole de Clôture s'appliquent également au droit exclusif de traduction, tel qu'il est assuré par le présent Acte Additionnel.

“Les dispositions transitoires mentionnées ci-dessus sont applicables en cas de nouvelles accessions à l'Union.”

ARTICLE III.

Les pays de l'Union qui n'ont point participé au présent Acte Additionnel seront admis à y accéder en tout temps sur leur

demande. Il en sera de même pour les pays qui accèderont ultérieurement à la Convention du 9 Septembre, 1886. Il suffira, à cet effet, d'une notification adressée par écrit au Conseil Fédéral Suisse, qui notifiera à son tour cette accession aux autres Gouvernements.

ARTICLE IV.

Le présent Acte Additionnel aura même valeur et durée que la Convention du 9 Septembre, 1886.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans la forme adoptée pour cette Convention, aussitôt que faire se pourra, et au plus tard dans le délai d'une année.

Il entrera en vigueur, trois mois après cet échange, entre les pays qui l'auront ratifié.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en un seul exemplaire à Paris, le 4 Mai, 1896.

- (Signé) (L.S.) HENRY HOWARD.
- (L.S.) H. G. BERGNE.
- (L.S.) REICHARDT.
- (L.S.) OTTO DAMBACH.
- (L.S.) FRANZ HERMANN DUNGS.
- (L.S.) VON MÜLLER.
- (L.S.) Baron D'ANETHAN.
- (L.S.) JULES DE BORCHGRAVE.
- (L.S.) Chevalier DESCAMPS.
- (L.S.) Marquis DE NOVALLAS.
- (L.S.) C. DE FREYCINET.
- (L.S.) H. MARCEL.
- (L.S.) Ch. LYON-CAEN.
- (L.S.) EUG. POUILLET.
- (L.S.) L. RENAULT.
- (L.S.) LUIGI ROUX.
- (L.S.) G. POLACCO.
- (L.S.) VANNERUS.
- (L.S.) H. DE ROLLAND.
- (L.S.) LOUIS MAYER.
- (L.S.) H. MARCEL.
- (L.S.) LARDY.
- (L.S.) L. RENAULT.

(Translation.)

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India; His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire; His Majesty the King of the Belgians; Her Majesty the Queen-

Regent of Spain, in the name of His Majesty the King of Spain; the President of the French Republic; His Majesty the King of Italy; His Royal Highness the Grand Duke of Luxemburg; His Most Serene Highness the Prince of Monaco; His Highness the Prince of Montenegro; the Federal Council of the Swiss Confederation; His Highness the Bey of Tunis; being equally animated by the desire to protect in a more effective and more uniform manner the rights of the authors over their literary and artistic works, have resolved to conclude an Additional Act to the Convention, signed at Berne on the 9th September, 1886, respecting the establishment of an International Union for the protection of such works, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Empress of India, Mr. Henry Howard, Minister Plenipotentiary in Her Britannic Majesty's Embassy at Paris; Sir Henry G. Bergne, Head of the Commercial and Sanitary Department of the Foreign Office;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, His Excellency M. Paul Reichardt, Privy Councillor, Director in the Department of Foreign Affairs; his Excellency Professor Dr. Otto Dambach, Privy Councillor; Dr. Franz Hermann Dungs, Privy Councillor, Referee to the Department of Justice; M. Felix von Müller, Councillor of the King of the Belgians; Baron Auguste d'Auethan, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Belgians to the French Republic;

M. Jules de Borchgrave, Secretary of the Chamber of Representatives; Chevalier Edouard Descamps, Member of the Royal Academy of Belgium, Senator;

Her Majesty the Queen-Regent of Spain, in the name of His Catholic Majesty the King of Spain, the Marquis de Novallas, First Secretary of the Spanish Embassy at Paris;

The President of the French Republic, M. Charles de Saulce de Freycinet, member of the French Academy, Senator; the Commercial Marcel; Minister Plenipotentiary, Assistant in the Department in the Ministry for Foreign Affairs; M. Charles Lyon-Caen, Member of the Institute, Professor of the Faculty of Law of Paris; M. Eugène Pouillet, President of the Order of Barristers; M. Louis Renault, Professor of the Faculty of Law of Paris, Legal Adviser of the Ministry for Foreign Affairs;

His Majesty the King of Italy, Commandeur Luigi Roux, Doctor of Laws, ex-Deputy; Chevalier Georges Polacco, First Secretary of the Italian Embassy at Paris;

His Royal Highness the Grand Duke of Luxemburg, M. Hector Vannerus, Chargé d'Affaires of Luxemburg at Paris;

His Most Serene Highness the Prince of Monaco, M. Hector de Rolland, Councillor of State, Advocate-General of the Superior Court of Monaco; M. Louis Mayer, Head of the Cabinet of His Most Serene Highness the Prince of Monaco;

His Highness the Prince of Montenegro, M. Henri Marcel,

Minister Plenipotentiary, Assistant in the Commercial Department of the French Ministry for Foreign Affairs;

The Federal Council of the Swiss Confederation, M. Charles Edouard Lardy, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation to the French Republic;

His Highness the Bey of Tunis, M. Louis Renault, Professor of the Faculty of Law of Paris;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:—

ARTICLE I.

The International Convention of the 9th September, 1886, is modified as follows:—

1. Article II.—The first paragraph of Article II shall run as follows:—

“Authors belonging to any one of the countries of the Union, or their lawful representatives, shall enjoy in the other countries for their works, whether unpublished, or published for the first time in one of those countries, the rights which the respective laws do now or shall hereafter grant to nationals.”

A fifth paragraph is added in these terms:—

“Posthumous works are included among those to be protected.”

2. Article III.—Article III shall run as follows:—

“Authors not belonging to one of the countries of the Union, who shall have published or caused to be published for the first time their literary or artistic works in a country which is a party to the Union, shall enjoy, in respect of such works, the protection accorded by the Berne Convention, and by the present Additional Act.”

3. Article V.—The first paragraph of Article V shall run as follows:—

“Authors belonging to any one of the countries of the Union, or their lawful representatives, shall enjoy in the other countries the exclusive right of making or authorizing the translation of their works during the entire period of their right over the original work. Nevertheless, the exclusive right of translation shall cease to exist if the author shall not have availed himself of it, during a period of ten years from the date of the first publication of the original work, by publishing or causing to be published in one of the countries of the Union, a translation in the language for which protection is to be claimed.”

4. Article VII.—Article VII shall run as follows:—

“Serial stories, including tales, published in the newspapers or periodicals of one of the countries of the Union, may not be reproduced, in original or translation, in the other countries, without the sanction of the authors or of their lawful representatives.

“This stipulation shall apply equally to other articles in newspapers or periodicals, when the authors or editors shall have expressly declared in the newspaper or periodical itself in which they shall have been published that the right of reproduction is prohibited. In the case of periodicals it shall suffice if such prohibition be indicated in general terms at the beginning of each number.

“In the absence of prohibition, such articles may be reproduced on condition that the source is acknowledged.

“In any case, the prohibition shall not apply to articles on political questions, to the news of the day, or to miscellaneous information.”

5. Article XII.—Article XII shall run as follows:—

“Pirated works may be seized by the competent authorities of the countries of the Union where the original work is entitled to legal protection.

“The seizure shall take place conformably to the domestic law of each State.”

6. Article XX. The second paragraph of Article XX shall run as follows:—

“Such denunciation shall be made to the Government of the Swiss Confederation. It shall only be effective as regards the country making it, the Convention remaining in full force and effect for the other countries of the Union.”

ARTICLE II.

The Final Protocol annexed to the Convention of the 9th September, 1886, is modified as follows:—

1. No. 1.—This clause shall run as follows:—

“As regards Article IV, it is agreed as follows:

“(A.) In countries of the Union where protection is accorded not only to architectural plans, but also to the architectural works themselves, these works shall be admitted to the benefits of the Berne Convention and of the present Additional Act.

“(B.) Photographic works and works produced by an analogous process shall be admitted to the benefits of these

engagements in so far as the laws of each State may permit, and to the extent of the protection accorded by such laws to similar national works.

“It is understood that an authorized photograph of a work of art shall enjoy legal protection in all the countries of the Union, as contemplated by the Berne Convention and by the present Additional Act, for the same period as the principal right of reproduction of the work itself subsists, and within the limits of private arrangements between those who have legal rights.

2. No. 4. This clause shall run as follows:—

“The common agreement contemplated in Article XIV of the Convention is established as follows:—

“The application of the Berne Convention and of the present Additional Act to works which have not fallen into the public domain within the country of origin at the time when these engagements come into force, shall operate according to such stipulations on this head as may be contained in special Conventions either actually existing or to be concluded hereafter.

“In the absence of such stipulations between any of the countries of the Union, the respective countries shall regulate, each for itself, by its domestic legislation, the manner in which the principle contained in Article XIV is to be applied.

“The stipulations of Article XIV of the Berne Convention and of the present clause of the Final Protocol shall apply equally to the exclusive right of translation, in so far as such right is established by the present Additional Act.

“The temporary stipulations noted above shall be applicable to countries which may hereafter accede to the Union.”

ARTICLE III.

The countries of the Union which are not parties to the present Additional Act, shall at any time be allowed to accede thereto on their request to that effect. This stipulation shall apply equally to countries which may hereafter accede to the Convention of the 9th September, 1886. It will suffice for this purpose that such accession should be notified in writing to the Swiss Federal Council, who shall in turn communicate it to the other Governments.

ARTICLE IV.

The present Additional Act shall have the same force and duration as the Convention of the 9th September, 1886.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Paris, in the manner adopted in the case of that Convention, as soon as possible, and within the space of one year at the latest.

It shall come into force as regards those countries which shall have ratified it three months after such exchange of ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Paris in a single transcript, the 4th May, 1896.

(Signed)	(L.S.)	HENRY HOWARD.
	(L.S.)	H. G. BERGNE.
	(L.S.)	REICHARDT.
	(L.S.)	OTTO DAMBACH.
	(L.S.)	FRANZ HERMANN DUNGS.
	(L.S.)	VON MÜLLER.
	(L.S.)	Baron D'ANETHAN.
	(L.S.)	JULES DE BORCHGRAVE.
	(L.S.)	Chevalier DESCAMPS.
	(L.S.)	Marquis DE NOVALLAS.
	(L.S.)	C. DE FREYCINET.
	(L.S.)	H. MARCEL.
	(L.S.)	Ch. LYON-CAEN.
	(L.S.)	EUG. POUILLET.
	(L.S.)	L. RENAULT.
	(L.S.)	LUIGI ROUX.
	(L.S.)	G. POLACCO.
	(L.S.)	VANNERUS.
	(L.S.)	H. DE ROLLAND.
	(L.S.)	LOUIS MAYER.
	(L.S.)	H. MARCEL.
	(L.S.)	LARDY.
	(L.S.)	L. RENAULT.

Procès Verbal recording Deposit of Ratifications.

Des circonstances particulières ayant empêché de procéder, dans le délai primitivement fixé à l'échange des ratifications sur l'Acte Additionnel du 4 Mai, 1896, modifiant les Articles II, III, V, VII, XII, et XX de la Convention du 9 Septembre, 1886, et les Numéros 1 et 4 du Protocole de Clôture y annexé, ainsi que sur la Déclaration interprétant certaines dispositions de la Convention de Berne du 9 Septembre, 1886, et de l'Acte Additionnel signé à Paris le 4 Mai, 1896, il a été entendu, d'un commun accord, que ce délai serait ajourné jusqu'à ce jour.

En conséquence, les Soussignés se sont réunis pour faire le dépôt des instruments de cet Acte.

L'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, Monaco, le Monténégro, la Suisse, et la Tunisie ont ratifié les deux Actes.

La Grande-Bretagne a ratifié seulement l'Acte Additionnel pour le Royaume-Uni, ainsi que pour toutes les Colonies et possessions Britanniques.

La Norvège n'a ratifié que la Déclaration interprétative.

Les exemplaires de ces ratifications ont été produits et ayant été trouvés en bonne et due forme ils ont été remis entre les mains du Ministre des Affaires Étrangères de la République Française pour être déposés aux archives du Ministère, ce dépôt tenant lieu d'échange des dits Actes.

En foi de quoi, les Soussignés ont dressé le présent procès-verbal de dépôt qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, le 9 Septembre, 1897.

- Pour l'Allemagne :
 (L.S.) (Signé) VON MÜLLER.
 Pour la Belgique :
 (L.S.) (Signé) Baron ALB. FALLON.
 Pour l'Espagne :
 (L.S.) (Signé) Le Marquis DE NOVALLAS.
 Pour la France :
 (L.S.) (Signé) G. HANOTAUX.
 Pour l'Angleterre :
 (L.S.) (Signé) EDMUND MONSON.
 Pour l'Italie :
 (L.S.) (Signé) G. TORNIELLI.
 Pour le Luxembourg :
 (L.S.) (Signé) EUGÈNE LOUIS BASTIN.
 Pour Monaco :
 (L.S.) (Signé) J. DEPELLEY.
 Pour le Monténégro :
 (L.S.) (Signé) H. MARCEL.
 Pour la Norvège :
 (L.S.) (Signé) Comte WRANGEL.
 Pour la Suisse :
 (L.S.) (Signé) DUPLAN.
 Pour la Tunisie :
 (L.S.) (Signé) RENAULT.

Pour copie certifiée conforme :

Le Ministre Plénipotentiaire,

Chef du Service du Protocole :

(Signé) PH. CROSIER.

(L.S.)

(Translation.)

Circumstances having prevented action being taken within the period of delay originally fixed for the exchange of the ratifications of the Additional Act of the 4th May, 1896, modifying Articles II, III, V, VII, XII, and XX of the Convention of the 9th September, 1886, and clauses 1 and 4 of the Final Protocol annexed thereto, as well as of the Declaration interpreting certain stipulations

of the Convention of Berne of the 9th September, 1886, and of the Additional Act signed at Paris on the 4th May, 1896, it has been unanimously agreed that that period should be prolonged until this day.

In consequence whereof, the Undersigned have met together in order to deposit the instruments in question.

Germany, Belgium, Spain, France, Italy, Luxemburg, Monaco, Montenegro, Switzerland, and Tunis have ratified both engagements.

Great Britain has ratified the Additional Act alone, on behalf of the United Kingdom, as well as of all the British Colonies and Possessions.

Norway has only ratified the interpretative Declaration.

The respective ratifications having been produced and found to be in good and due form, have been handed to the French Minister for Foreign Affairs, in order that they may be deposited in the archives of the Ministry, such deposit to be held equivalent to an exchange of ratifications.

In faith of which the Undersigned have prepared the present Record of deposit, to which they have affixed their seals.

Done at Paris, the 9th September, 1897.

	For Germany :	
(L.S.)	(Signed)	VOX MÜLLER.
	For Belgium :	
(L.S.)	(Signed)	BARON ALB. FALLON.
	For Spain :	
(L.S.)	(Signed)	LE MARQUIS DE NOVALLAS.
	For France :	
(L.S.)	(Signed)	G. HANOTAUX.
	For Great Britain :	
(L.S.)	(Signed)	EDMUND MONSON.
	For Italy :	
(L.S.)	(Signed)	G. TORNIELLI.
	For Luxemburg :	
(L.S.)	(Signed)	EUGÈNE LOUIS BASTIN.
	For Monaco :	
(L.S.)	(Signed)	J. DEPELLEY.
	For Montenegro :	
(L.S.)	(Signed)	H. MARCEL.
	For Norway :	
(L.S.)	(Signed)	COMTE WRANGEL.
	For Switzerland :	
(L.S.)	(Signed)	DUPLAN.
	For Tunis :	
(L.S.)	(Signed)	RENAULT.

Certified to be a correct copy :

(L.S.)	(Signed)	PH. CROSIER,
		<i>Minister Plenipotentiary,</i>
		<i>Chef du Service du Protocole.</i>
